

**JEAN-NOËL SERVANS**

**EXPERT COMPTABLE  
MEMBRE DE L'ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES  
DE PARIS-ÎLE-DE-FRANCE**

**COMMISSAIRE AUX COMPTES  
MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DE PARIS**

**MEMBRE D'UNE ASSOCIATION AGREEE**

**92, avenue de Wagram  
75017 PARIS**

**Tel. 01 80 27 99 19**

**Fax. 01 80 27 98 02**

**ECOLE ALSACIENNE**

Association Loi de 1901

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS  
EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2022**

**JEAN-NOËL SERVANS**

EXPERT COMPTABLE  
MEMBRE DE L'ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES  
DE PARIS-ILE-DE-FRANCE

COMMISSAIRE AUX COMPTES  
MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DE PARIS

MEMBRE D'UNE ASSOCIATION AGREEE

92, avenue de Wagram  
75017 PARIS

Tel. 01 80 27 99 19

Fax. 01 80 27 98 02

## **ECOLE ALSACIENNE**

Association Loi de 1901  
109, rue Notre Dame des Champs  
75006 Paris

---

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2022**

---

Aux adhérents,

#### **1. OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ECOLE ALSACIENNE relatifs à l'exercice clos le 31 août 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre association à la fin de cet exercice.

#### **2. FONDEMENT DE L'OPINION**

##### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'Indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> septembre 2021 à la date d'émission de notre rapport.

**3. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

**4. VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

**5. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **6. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

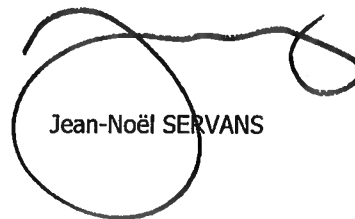
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 6 février 2023

Le commissaire aux comptes



Jean-Noël SERVANS

		Bilan au 31/08/2022			Bilan au 31/08/2021
ACTIF		Brut	Amortissements et provisions (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	<b><u>Immobilisations incorporelles</u></b>				
	Autres immobilisations incorporelles	55 577	54 440	1 137	0
	<b><u>Immobilisations corporelles</u></b>				
	Terrains	39 754 892		39 754 892	39 754 892
	Constructions	35 187 522	17 904 654	17 282 868	17 883 416
	Mobilier et matériel didactique et de demi-pension	2 454 524	1 645 942	808 582	856 243
	Mobilier et matériel de bureau et divers matériel	317 955	214 337	103 618	93 079
	Immobilisations corporelles en cours	711 594	0	711 594	27 638
	<b><u>Immobilisations financières (1)</u></b>				
	Titres immobilisés	2 954 576		2 954 576	2 954 038
	Titres participatifs	15		15	15
	Prêts	140		140	260
	Autres immobilisations financières	0		0	772
	<b>TOTAL I</b>	<b>81 436 796</b>	<b>19 819 374</b>	<b>61 617 422</b>	<b>61 570 355</b>
ACTIF CIRCULANT	<b><u>Avances et acomptes versés sur commandes</u></b>	175 079		175 079	211 744
	<b><u>Créances (2)</u></b>				
	Familles ou comptes rattachés	7 502	2 627	4 875	39 153
	Autres créances	211 953	8 964	202 989	87 769
	<b><u>Valeurs mobilières de placement</u></b>				
	Titres	7 101 654		7 101 654	7 497 334
	<b><u>Disponibilités</u></b>				
	Comptes-courants	1 363 688		1 363 688	916 010
	Comptes épargne et à terme	5 317 576		5 317 576	4 475 211
	<b><u>Charges constatées d'avance (3)</u></b>	225 602		225 602	227 295
	<b>TOTAL II</b>	<b>14 403 054</b>	<b>11 591</b>	<b>14 391 463</b>	<b>13 454 517</b>
	<b>TOTAL GENERAL (I + II)</b>	<b>95 839 850</b>	<b>19 830 965</b>	<b>76 008 885</b>	<b>75 024 871</b>
(1) Dont à moins d'un an .....				140	260
(2) Dont à plus d'un an .....				8 964	12 049
(3) Dont à plus d'un an .....				17 537	32 342

	PASSIF (bilan avant répartition)	Bilan au 31/08/2022	Bilan au 31/08/2021
FONDS PROPRES	<b>Fonds associatifs</b>		
	<b>Fonds propres</b>		
	Fonds de dotation initiale	261 006	261 006
	Prime de fusion	10 872 410	10 872 410
	Fonds de dotation supplémentaire	18 124 982	17 165 054
	Ecart de réévaluation	36 274 093	36 274 093
	Report à nouveau (a)	3 293 041	3 293 041
	Résultat de l'exercice (b)	922 919	959 928
	<b>Autres fonds associatifs</b>		
	Subventions d'investissement	280 127	173 607
	<b>TOTAL I</b>	<b>70 028 578</b>	<b>68 999 139</b>
Provisions pour risques et charges	<b>Provisions pour risques et charges</b>		
	Provisions pour risques	0	1 086
	Provisions pour charges	355 190	392 332
	<b>TOTAL II</b>	<b>355 190</b>	<b>393 418</b>
Fonds dédiés	<b>Fonds dédiés</b>		
	Sur subventions de fonctionnement	13 204	11 979
	Sur contributions volontaires, dons et Fundraising	975 586	778 059
	<b>TOTAL III</b>	<b>988 789</b>	<b>790 038</b>
DETTES (1) (c)	<b>Dettes</b>		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	1 942 045	2 367 968
	Emprunts et dettes financières divers	179 101	213 401
	Avances et acomptes reçus	199 704	210 215
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	442 469	395 999
	Dettes fiscales et sociales	888 842	840 608
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	417 822	292 681
	Autres dettes	231 647	189 086
	Produits constatés d'avance	334 699	332 320
comptes de régulari- sation	<b>Total IV</b>	<b>4 636 328</b>	<b>4 842 277</b>
	<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)</b>	<b>76 008 885</b>	<b>75 024 871</b>
(1) Dont à plus d'un an		1 117 357	1 706 979
Dont à moins d'un an		3 518 971	3 135 298
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		0	0
(a) Montant entre parenthèses lorsqu'il s'agit de pertes reportées.			
(b) Montant entre parenthèses lorsqu'il s'agit d'une perte.			
(c) A l'exception, pour l'application de (1), des avances et acomptes reçus sur commandes en cours			



COMPTE DE FONCTIONNEMENT	EXERCICE 2021/2022	EXERCICE 2020/2021
<b>Produits d'exploitation</b>		
Produits des prestations assurées par l'établissement	8 162 620	7 448 855
Subventions d'exploitation	2 036 331	2 034 343
Ressources liées à la générosité du public		
- Dons manuels	244 213	244 246
- Mécénat	316 240	157 430
Transfert de charges, Reprises sur provisions et sur fonds dédiés	235 675	111 023
Utilisation des fonds dédiés	0	2 086
Autres produits	113 712	108 841
<b>TOTAL I</b>	<b>11 108 790</b>	<b>10 106 824</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		
Achats et charges externes	3 415 358	2 894 284
Impôts, taxes et versements assimilés	519 951	493 719
Salaires et traitements	3 431 802	3 253 022
Charges sociales	1 551 117	1 495 532
Dotations aux amortissements et aux provisions :		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	1 059 524	998 080
- Sur actif circulant : dotations aux provisions	0	0
- Pour risques et charges : dotations aux provisions	0	0
Autres charges	40 920	15 301
Report en fonds dédiés	213 752	119 551
<b>TOTAL II</b>	<b>10 232 424</b>	<b>9 269 489</b>
<b>1. RESULTAT COURANT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>876 366</b>	<b>837 335</b>
<b>Produits financiers</b>		
Intérêts et produits assimilés	119 365	112 940
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	41 736
<b>TOTAL III</b>	<b>119 365</b>	<b>154 677</b>
<b>Charges financières</b>		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
- Pour dépréciation VMP		
Intérêts et charges assimilés	35 252	49 707
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL IV</b>	<b>35 252</b>	<b>49 707</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>84 113</b>	<b>104 970</b>
<b>3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I - II + III - IV)</b>	<b>960 479</b>	<b>942 305</b>
<b>Produits exceptionnels (1)</b>		
Sur opérations de gestion	0	8 198
Sur opérations en capital	11 735	9 670
Reprises sur provisions et transferts de charges exceptionnelles		
<b>TOTAL V</b>	<b>11 735</b>	<b>17 868</b>
<b>Charges exceptionnelles (2)</b>		
Sur opérations de gestion	0	245
Sur opérations en capital	49 295	0
Autres charges exceptionnelles		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
<b>TOTAL VI</b>	<b>49 295</b>	<b>245</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>-37 560</b>	<b>17 623</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)</b>	<b>11 239 890</b>	<b>10 279 368</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII)</b>	<b>10 316 971</b>	<b>9 319 440</b>
<b>RESULTAT EN INSTANCE D'AFFECTATION</b>	<b>922 919</b>	<b>959 928</b>
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs .....	0	0
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs .....	0	0



**Dénomination :** ÉCOLE ALSACIENNE  
Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

**Siège social :** 109 rue Notre-Dame-des-Champs,  
PARIS 6<sup>ème</sup>

**ANNEXE**

au Bilan  
de l'exercice de douze mois  
clos le

**31 août 2022**

TOTAL DU BILAN	<u>76 008 885 €</u>
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	<u>922 919 €</u>

**La présente Annexe, établie en Euros, comporte 11 pages. Elle fait partie intégrante des comptes annuels établis par le Conseil d'Administration.**

## **A – DESCRIPTIF DE L'ASSOCIATION**

↳ L'objet social de l'Association École alsacienne est défini dans l'article 2 de ses statuts :

L'École alsacienne a pour but, dans la tradition de ses fondateurs, d'assurer le fonctionnement d'un établissement d'enseignement primaire, secondaire ou supérieur. Elle peut prendre, directement ou indirectement, toute initiative qu'implique sa mission telle qu'exprimée à l'alinéa précédent.

De manière plus particulière, elle organise et vend, sous sa responsabilité, les voyages, échanges, visites ou séjours (tels que classes de "nature" ou de "découverte") qu'impliquent les objectifs pédagogiques qu'elle poursuit.

↳ Les moyens humains dont dispose l'École alsacienne sont précisés dans l'article 5 de ses statuts :

L'enseignement est assuré par un corps professoral actuellement nommé par l'État, dans le cadre des contrats particuliers d'association passés le 25 juillet 1962 et de leurs avenants du 4 mai 1964, en application de la loi du 31 décembre 1959. Le personnel comprend également des salariés de l'Association : personnel d'administration, de service ou d'enseignement.

↳ Quant aux moyens matériels de l'École alsacienne, l'article 6 de ses statuts mentionne :

L'Association dispose de biens immeubles si à Paris dans le 6<sup>ème</sup> arrondissement et destinés à l'enseignement, à l'administration et à l'habitation, ainsi que du matériel nécessaire au fonctionnement de l'École. Les moyens d'action consistent notamment en l'acquisition, la location ou la jouissance des locaux et du matériel nécessaires à son fonctionnement.

## **B - FAITS MARQUANTS**

L'année 2021-2022 a été caractérisée, pour l'École alsacienne, par une reprise progressive du cours normal de son activité, sans atteindre cependant pleinement le rythme antérieur à la crise sanitaire ayant débuté au printemps 2020.

En effet, cette année 2021-2022 s'est déroulée sans confinement ou demi-jauge dans les classes. Les activités sportives et culturelles, les sorties scolaires ont recommencé pour les élèves alors que les voyages, échanges et classes nature ont repris progressivement et en partie, principalement sur le territoire national.

De ce retour progressif vers la normale, il en résulte que, par rapport à l'année précédente, le présent exercice enregistre de notables progressions, dans les produits comme dans les charges, au titre de la demi-pension et des activités annexes plus particulièrement.

Cette année 2021-2022 a permis la reprise de provision de 105 K€, constituée en 2019-2020 pour la dépréciation des avoirs de l'Ecole auprès de prestataires en raison de l'annulation des voyages durant le confinement du printemps 2020. 77 K€ ont ainsi été récupérés en 2021-2022.

L'École alsacienne a entamé la rénovation de la façade du bâtiment 8 et a financé ces travaux grâce à la contraction d'un emprunt de 1,2 M€, à taux fixe de 0,60%, pour une durée de 10 ans. Une partie des travaux ont été réalisés à l'été 2022, pour un montant de 712 K€, et seront finalisés à l'été 2023.

L'École alsacienne a également décidé de se porter acquéreur d'une place de parking, qu'elle louait depuis 2003, situé au 134 rue d'Assas-75006 Paris.

## C - RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

✚ Les comptes annuels ont été élaborés et présentés conformément aux dispositions du règlement comptable ANC N°2018-06 pour les associations.

✚ Comme pour les années antérieures, les documents de synthèse ont été établis en retenant les hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'activité,
- indépendance des exercices,
- permanence des méthodes.

✚ La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments figurant au Bilan est celle des coûts historiques, à l'exception des immobilisations corporelles qui ont fait l'objet d'une réévaluation libre au cours de l'exercice 1990/1991 pour un montant de 36 274 093 €.

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont amorties suivant la méthode linéaire en fonction des durées de vie généralement reconnues (cf § C/I Amortissements).

Les immobilisations financières, les créances et les valeurs mobilières sont évaluées à leur valeur d'origine ou à leur prix d'acquisition.

Bien que figurant sous la rubrique « Titres immobilisés » conformément à la décision du Conseil d'Administration du 3 mai 1993, le fonds de réserve ainsi immobilisé, que l'association a l'intention de conserver durablement, (soit 1 500 000 € au 31 août 2022) est constitué d'un contrat de capitalisation dont les intérêts courus enregistrés au cours de l'exercice ont été classés en résultat financier pour + 18 767 €.

Une garantie financière sur engagement par signature de 30 k€ donnée à l'APST (Association Professionnelle de Solidarité du Tourisme) en vue de garantir l'activité « agent de voyages » de l'École, est nantie par un compte de titres financiers au Crédit Mutuel.

✚ Comme chaque année, l'École comptabilise une provision pour impôt sur les sociétés sur les produits financiers issus des valeurs françaises (Obligations, Certificats de Dépôt Négociables, Dépôts à Terme) ou étrangères (actions Nestlé). Cette provision s'élève en 2021/2022 à 29 k€, soit 2 k€ au titre des intérêts reçus sur l'exercice et 10 k€ au titre des intérêts courus. S'y ajoute une provision d'impôt sur les sociétés au titre des revenus de locations perçus du 1/9/2021 au 31/8/2022 pour 17 k€. Il est rappelé que l'École, en qualité d'organisme à but non lucratif, n'est soumise à aucun autre impôt.

## **D - COMPLÉMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE FONCTIONNEMENT**

### **I. ACTIF IMMOBILISE ET AMORTISSEMENTS**

Les mouvements ayant affecté les valeurs d'actifs et les amortissements en 2021/2022 se résument comme suit :

	Début d'exercice	Acquisitions	Diminutions	Virement compte à compte	Fin d'exercice
<b><u>Immobilisations incorporelles :</u></b>					
Autres immobilisations incorporelles	54 426	1 151			55 577
<b>TOTAL (I)</b>	<b>54 426</b>	<b>1 151</b>			<b>55 577</b>
<b><u>Immobilisations corporelles :</u></b>					
Terrains	39 754 892				39 754 892
Constructions	34 997 741	256 968	67 187		35 187 522
Mobilier et matériel didactique, demi-pension, outillage	2 265 599	188 927			2 454 526
Mobilier et matériel de bureau et divers matériel	292 715	25 239			317 954
Immobilisations corporelles en cours	27 638	683 955			711 593
<b>TOTAL (II)</b>	<b>77 338 585</b>	<b>1 155 089</b>	<b>67 187</b>	<b>0</b>	<b>78 426 487</b>
<b><u>Immobilisations financières :</u></b>					
Titres immobilisés	2 954 038	538			2 954 576
Titres participatifs	15				15
Prêts	260	7 708	7 828		140
Autres immobilisations financières	772		772		0
<b>TOTAL (III)</b>	<b>2 955 085</b>	<b>8 246</b>	<b>8 600</b>	<b>0</b>	<b>2 954 731</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>80 348 096</b>	<b>1 164 486</b>	<b>75 787</b>	<b>0</b>	<b>81 436 795</b>

AMORTISSEMENTS	Début d'exercice	Ajustement compte à compte	Dotations	Sorties actif	Fin d'exercice
<b><u>Immobilisations incorporelles :</u></b>					
Autres immobilisations incorporelles	54 427		14		54 441
<b>TOTAL (I)</b>	<b>54 427</b>		<b>14</b>		<b>54 441</b>
<b><u>Immobilisations corporelles :</u></b>					
Terrains	0				0
Constructions	17 114 324		808 222	17 892	17 904 654
Mobilier et matériel didactique et de demi-pension	1 409 353		236 588		1 645 941
Mobilier et matériel de bureau et divers matériel	199 637		14 700		214 337
Immobilisations corporelles en cours					
<b>TOTAL (II)</b>	<b>18 723 314</b>	<b>0</b>	<b>1 059 510</b>	<b>17 892</b>	<b>19 764 932</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>18 777 741</b>	<b>0</b>	<b>1 059 524</b>	<b>17 892</b>	<b>19 819 373</b>

Les principales durées d'amortissement sont les suivantes :

- Autres immobilisations corporelles : 3 ans
- Constructions :
  - ↳ Gros œuvre 50 ans
  - ↳ Installations intégrées 35 ans/25 ans pour la demi-pension
  - ↳ Circuits 25 ans
  - ↳ Installations légères 15 ans
- Matériels : 5 ans/10 ans pour la demi-pension
- Mobiliers : 10 ans/15 ans pour la demi-pension
- Installations et agencements : 10 ans

## II. FONDS PROPRES

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	11 133 416				11 133 416
Fonds propres avec droit de reprise					0
Ecarts de réévaluation	36 274 093				36 274 093
Réserves	17 165 054	959 928			18 124 982
Report à nouveau	3 293 041				3 293 041
Excédent ou déficit de l'exercice	959 928	-959 928	922 919		922 919
Situation nette	68 825 532	0	922 919	0	69 748 451
Fonds propres consommables					0
Subventions d'investissement	173 608		120 174	13 654	280 128
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>	<b>68 999 140</b>	<b>0</b>	<b>1 043 093</b>	<b>13 654</b>	<b>70 028 579</b>

## III. FONDS DÉDIÉS

VARIATION DES FONDS DÉDIÉS ISSUS DE		A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	Reports	UTILISATIONS		Transferts	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
				Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation	Subvention de la Région pour l'achats de manuels scolaires	0					0	
	Subvention de l'Europe pour le projet Erasmus	11 979					11 979	11 979
Contributions financières d'autres organismes			1 225				1 225	
Ressources liées à la générosité du public (contributions volontaires et dons, mécénat)	Dons destinés à l'ouverture sociale et la solidarité	599 429	419 503	347 926			671 006	
	Dons destinés au financement de travaux/aménagements	15 000		15 000			0	
	Dons destinés au financement de projets culturels et de développement durable	2 210	6 200				8 410	8 410
	Dons sans destination	161 420	134 750				296 170	
<b>TOTAL</b>		<b>790 038</b>	<b>561 678</b>	<b>362 926</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>988 790</b>	<b>20 389</b>

Au 31 août 2022, le solde des contributions volontaires et dons placés en fonds dédiés s'élève à 489 011 €. Le nombre de familles donatrices s'élève à 489 contre 500 en 2020/2021. Le montant moyen annuel versé s'élève à 486 € contre 476 € en 2020/2021. Les contributions s'échelonnent de 30 € à 9 000 € par an.

Le solde du compte de Mécénat lancé fin 2018/2019 et placé en fonds dédiés s'élève au 31/08/2022 à 486 575 €. Le nombre de donateurs s'élève à 164 contre 96 en 2020/2021. Le montant moyen annuel versé s'élève à 1 928 € contre 1 640 € en 2020/2021. Les dons s'échelonnent de 30 € à 24 000 € par an.



#### IV. PROVISIONS

Les dotations et reprises de l'exercice se résument ainsi :

	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
<b>Provisions pour risques et charges</b>				
Provisions pour risques	1 086		1 086	
Provisions pour charges (*)	392 332		37 141	355 191
<b>TOTAL (I)</b>	<b>393 418</b>		<b>38 227</b>	<b>355 191</b>
<b>Provisions pour dépréciations</b>				
Sur comptes de tiers	12 049		458	11 591
Sur actif circulant	103 076		103 076	
<b>TOTAL (II)</b>	<b>115 125</b>		<b>103 534</b>	<b>11 591</b>
<b>Provisions pour dépréciation des comptes financiers</b>				
Provision pour dépréciation VMP				
<b>TOTAL (III)</b>				
<b>Provisions pour dépréciations exceptionnelles</b>				
Provision pour dépréciation Constructions				
<b>TOTAL (IV)</b>				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>508 543</b>		<b>141 761</b>	<b>366 782</b>
(*) dont provisions pour pensions	392 332		37 141	355 191

La méthode utilisée pour le calcul de la provision pour pensions est la méthode prospective des unités de crédit projetées, conformément aux normes applicables en France :

*Engagement de l'entreprise = (Salaire brut annuel / 12) \* Nb de mois acquis au moment du départ \* (Ancienneté actuelle / Ancienneté future) \* Taux de turnover \* Taux de mortalité \* Taux de progression salariale \* Taux d'actualisation financière \* Taux de charges sociales*

Les principales hypothèses utilisées dans ce calcul sont les suivantes :

Taux d'actualisation financière annuel des sommes investies :	3,12 %
Taux de charges patronales moyen pour les cadres :	54,00 %
Taux de charges patronales moyen pour les non cadres :	54,00 %
Taux d'évolution salariale minimum :	3,00 %
Taux d'évolution salariale maximum :	3,00 %
Taux d'évolution salariale moyen :	3,00 %



## V. ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES

Les créances et dettes au 31 août 2022 se répartissent comme suit :

CREANCES	Montant brut	Échéances	
		A un an au plus	A plus d'un an
<b>Actif immobilisé</b>			
Prêts	140	140	
Autres immobilisations financières			
<b>TOTAL (I)</b>	<b>140</b>	<b>140</b>	
<b>Actif circulant</b>			
Fournisseurs	175 079	175 079	
Familles	7 502	4 875	2 627
Autres créances	211 953	202 989	8 964
<b>TOTAL (II)</b>	<b>394 534</b>	<b>382 943</b>	<b>11 591</b>
<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>225 602</b>	<b>208 065</b>	<b>17 537</b>
<b>TOTAL (III)</b>	<b>225 602</b>	<b>208 065</b>	<b>17 537</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>620 276</b>	<b>591 148</b>	<b>29 128</b>

DETTES	Montant brut	Échéances (*)			Dettes Garanties
		A un an au plus	de 1 an à 5 ans	A plus de 5 ans	
<b>Dettes financières</b>					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 942 045	969 289	972 756		3 355 358
Autres emprunts et dettes	179 101	34 500	129 401	15 200	
<b>TOTAL (I)</b>	<b>2 121 146</b>	<b>1 003 789</b>	<b>1 102 157</b>	<b>15 200</b>	<b>3 355 358</b>
<b>Autres dettes</b>					
Fournisseurs	442 469	442 469			
Familles	199 704	199 704			
Personnel	229 536	229 536			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	356 215	356 215			
État et collectivités publiques	303 092	303 092			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	417 821	417 821			
Autres dettes	231 646	231 646			
<b>TOTAL (II)</b>	<b>2 180 483</b>	<b>2 180 483</b>			
<b>Produits constatés d'avance</b>	<b>334 699</b>	<b>334 699</b>			
<b>TOTAL (III)</b>	<b>334 699</b>	<b>334 699</b>			
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>4 636 328</b>	<b>3 518 971</b>	<b>1 102 157</b>	<b>15 200</b>	<b>3 355 358</b>

**VI. PRODUITS À RECEVOIR ET CHARGES À PAYER**

Les produits à recevoir se décomposent de la façon suivante :

- Fournisseurs	111 435 €
- État et collectivités publiques	149 031 €
- Intérêts courus	1 574 679 €
- Divers	5 356 €

Les charges à payer affectent les postes suivants :

- dettes fournisseurs et comptes rattachés	86 469 €
- dettes fiscales et sociales	460 116 €
- dettes financières	2 160 €
- autres dettes	-

**VII. CHARGES ET PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE**

Les montants figurant au Bilan se rapportent à des éléments d'exploitation :

- Charges constatées d'avance	225 602 €
- Produits constatés d'avance	334 699 €

**VIII. VENTILATION DES PRODUITS DES PRESTATIONS**

- frais scolaires nets	4 998 833 €
- frais de demi-pension nets	1 366 801 €
- produits des débours récupérés et des activités annexes	1 461 162 €
- prestations refacturées	335 824 €
	<hr/>
	8 162 620 €

**IX. VENTILATION DES SUBVENTIONS REÇUES**

- État	604 945 €
- Région Ile de France	373 457 €
- Département	469 760 €
- Mairie de Paris	582 168 €
- Autres	6 000 €
	<hr/>
	2 036 330 €

**X. TRANSFERTS DE CHARGES**

Le poste « Transferts de charges » ne concerne que des charges d'exploitation :

Postes du compte de résultat concernés	Montant
<i>Autres achats et charges externes</i>	
- divers	22 632
<i>Salaires traitements et charges</i>	71 280
<b>Transferts de charges d'exploitation</b>	<b>93 912</b>

**E - ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS****I. DETTES GARANTIES PAR DES SÛRETÉS RÉELLES**

L'emprunt contracté auprès du Crédit Mutuel, soit 2 500 000 € est garanti par des sûretés réelles à hauteur de 1 500 000 € (nantissement du contrat de capitalisation auprès de la Banque Transatlantique).

L'emprunt contracté auprès du Crédit Mutuel, soit 2 379 921 € est garanti par des sûretés réelles à hauteur de 1 400 000 € (nantissement du contrat de capitalisation auprès de MMA).

L'emprunt contracté (appelé à hauteur de 455 358 € au 31/08/2022) auprès du Crédit Mutuel, soit 1 200 000 € est garanti par des sûretés réelles à hauteur de 700 000 € (nantissement du contrat de capitalisation auprès de la Banque Transatlantique).

L'activité d'organisateur de voyages, agréée par l'APST, est garantie par cet organisme à hauteur de 30.000 € par le nantissement de compte-titres financiers du Crédit Mutuel.

**II. EFFECTIF MOYEN PRIS EN CHARGE PAR L'ÉCOLE (équivalent temps plein)**

Cadres	34,60
Employés	46,12
Ouvriers	2,00
	<hr/> 82,72

**III. EFFECTIF MOYEN PRIS EN CHARGE PAR L'ÉTAT (pour mémo)**

<b>Petit collège</b>		
Professeurs des écoles	Fonctionnaires	6
	Contractuels	16
<b>Total</b>		<b>22</b>
<b>Grand collège</b>		
Professeurs agrégés	Fonctionnaires	30
	Contractuels	8
Professeurs certifiés	Fonctionnaires	7
	Contractuels	38
Adjoints d'enseignement	Contractuels	1
Maîtres Auxiliaires	Contractuels	10
<b>Total</b>		<b>94</b>
<b>TOTAL PETIT ET GRAND COLLÈGES</b>		<b>116</b>

**IV. HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

En application du décret n°2008-1487, nous confirmons que la mission du commissaire aux comptes réalisée pour l'association École alsacienne concerne :

- le contrôle légal des comptes clos au 31 août 2022 pour 33 810 € ;
- d'autres prestations pour 3 690 €.

**JEAN-NOËL SERVANS**

**EXPERT COMPTABLE  
MEMBRE DE L'ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES  
DE PARIS-ILE-DE-FRANCE**

**COMMISSAIRE AUX COMPTES  
MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DE PARIS**

**MEMBRE D'UNE ASSOCIATION AGREEE**

**92, avenue de Wagram  
75017 PARIS**

**Tel. 01 80 27 99 19  
Fax. 01 80 27 98 02**

**ECOLE ALSACIENNE**

Association Loi de 1901

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES  
EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2022**

**JEAN-NOËL SERVANS**

EXPERT COMPTABLE  
MEMBRE DE L'ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES  
DE PARIS-ILE-DE-FRANCE

COMMISSAIRE AUX COMPTES  
MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DE PARIS

MEMBRE D'UNE ASSOCIATION AGREEE

92, avenue de Wagram  
75017 PARIS

Tel. 01 80 27 99 19  
Fax. 01 80 27 98 02

**ECOLE ALSACIENNE**

Association Loi de 1901  
109, rue Notre Dame des Champs  
75006 Paris

---

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**REUNION DE L'ORGANE DELIBERANT RELATIVE A L'APPROBATION  
DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2022**

---

Aux adhérents,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

**Conventions soumises à l'approbation de l'organe délibérant**

*Conventions passées au cours de l'exercice écoulé*

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Paris, le 6 février 2023

Le commissaire aux comptes

  
Jean-Noël SERVANS